

La gauche palestinienne à la recherche d'une place

A la fin des années soixante-dix, on assista à la mort de la gauche organisée comme force viable dans la société arabe. En Egypte, les forces socialistes se trouvèrent confinées dans les cercles intellectuels réunis autour du journal *Al-Ahâli* et de son petit parti, *Al-Tagammu'*. Les deux partis communistes arabes les plus grands et les plus dynamiques, ceux d'Irak et du Soudan, furent brutalement écrasés par les régimes militaires de Saddam Hussein et Ja'far Numeiri. Les communistes syriens, qui constituaient à un moment une force importante, s'allièrent dans une étreinte mortelle au parti Ba'th au pouvoir. La gauche libanaise, la plus diversifiée au plan intellectuel, se désagrégea avec la guerre civile et l'invasion israélienne de 1982. Le parti communiste israélien qui, paradoxalement, possédait la base électorale arabe la plus large, persista dans la même voie au point d'être consumé par sa propre rigidité et par son inaptitude à affronter la désintégration de l'Union soviétique. Bref, le socialisme arabe devint, au cours des années quatre-vingt, un phénomène du passé. Seul l'écho de ses précédents débats résonnent aujourd'hui dans les forums intellectuels de la gauche, au Caire, à Rabat, à Beyrouth, à Amman.

Chez les Palestiniens seuls persiste un mouvement de gauche important lié à une rébellion populaire en cours à laquelle son nom est associé, et à une base sociale dont il peut se vanter qu'elle représente plus que les masses infimes évoquées un jour par Maxime Rodinson. Mais même là, la lassitude semble s'être installée, et la seule grande réalisation de la gauche arabe dans le champ de la société civile — soit l'émergence d'une culture populaire laïque — est maintenant menacée par les légions qui se disent guidées par Dieu.

Cependant, l'esprit de renouveau est à rechercher là encore. L'hiver 1991, le Parti communiste palestinien (PCP) annonça qu'il rompait avec son passé léniniste et qu'il se constituait en nouveau « parti démocratique et populaire » sous le nom de Parti du peuple palestinien (PPP). Quelques mois plus tôt, le Front démocra-

tique palestinien de libération de la Palestine — fraction Abed Rabbo annonça son intention de devenir un « parti pluraliste, démocratique et de gauche », et finit par adopter, au cours de la troisième conférence du parti, un programme autorisant dans le parti la coexistence de fractions, celles-ci restant soumises aux contraintes de la règle de la majorité¹. En agissant ainsi, ces partis étaient les premiers partis marxistes arabes (et probablement les premiers du Moyen-Orient) à se reconstruire en réaction aux évolutions très importantes de l'Europe de l'Est et à la désintégration du système soviétique. Le nouveau programme du PPP, publié en octobre 1991, est néanmoins révélateur par ses omissions plutôt que par ses affirmations². De même que beaucoup de partis socialistes réformés au cours des dernières années, il exprime ce contre quoi il lutte plutôt que les objectifs qu'il vise. Le nouveau parti n'est pas communiste, encore moins léniniste, et finalement assez peu socialiste. Dans son préambule politique, il se définit comme un mouvement luttant pour l'indépendance, la démocratie, le progrès, la justice sociale et pour un socialisme « conforme aux spécificités des réalités palestiniennes » — formule qui avait été violemment attaquée, dans le passé, dans la doctrine socialiste nassérienne et ba'thiste et qui avait été considérée comme une position soumise au « nationalisme bourgeois ».

Au plan de l'organisation, le nouveau PPP rejette le centralisme démocratique et revendique des mécanismes de participation à la prise de décision « fondés sur les masses », alors que le Front démocratique considère la version léniniste du centralisme démocratique (tout au moins dans le contexte palestinien et arabe) comme un modèle élitiste et autoritaire qui aurait freiné le développement des pratiques démocratiques au sein du mouvement socialiste³ par la suite. L'élitisme organisationnel du parti aurait été aggravé par l'extension parasitaire des *cadres bureaucratiques* dans le mouvement palestinien, où le travail de bureau et la « spécialisation révolutionnaire » devaient mener à des abus en l'absence d'un contrôle démocratique exercé par la base⁴.

Dans l'analyse des révisionnistes du Front démocratique (FD), cette critique des *apparatchiks* et du mode de fonctionnement avait ses origines dans ce qui était appelé le « barricadisme de classe » (*takhanduq tabaqî*), résidu idéologique de l'héritage bolchevique qui subsume les intérêts de la société en général dans la notion réifiée d'un prolétariat abstrait⁵. Non seulement cette vision ne prenait pas en compte la composition particulière et le caractère dispersé de la société pales-

1. « Vers le développement de la structure organisationnelle et idéologique de notre parti : D'un parti centraliste, élitiste et bureaucratique à un parti démocratique progressiste », *Document du Front démocratique*, sans date, diffusé en avril 1991, p.42-46 ; et « Troisième conférence du FDLP : Le rapport politique », sans date, p. 37-40, 55-80.

2. « Le Programme politique du Parti du peuple palestinien », *Sawt al-Watan*, Nicosie, n° 27, novembre 1991.

3. FDLP, *Rapport politique et organisationnel présenté à la troisième Conférence nationale*, sans date précise (automne 1992), p. 64-80.

4. *Ibid.*, p. 72-73.

5. *Ibid.*, p. 61.

tinienne, mais elle échouait à servir les intérêts de la classe ouvrière elle-même, dans la mesure où celle-ci était ancrée pour une part dans la paysannerie, et pour une autre part dans la population réfugiée. Le principal effet de cette optique fut l'incapacité du parti à développer des stratégies créatives à même de mobiliser les masses et de toucher, en particulier, des secteurs plus larges de la population (les différentes catégories professionnelles, les commerçants, les femmes, etc.) qui n'avaient pas de références prolétariennes suffisantes. La critique de leur passé respectif effectuée par le PPP et le FDLP semble aller dans la même direction : pluralisme, tolérance d'une opposition minoritaire dans des limites convenues et diffusion de leurs objectifs politiques à travers des organisations de masse ⁶.

Cependant, c'est là, comme nous le verrons plus loin, que réside le défi majeur à la vision qu'a la gauche de la nouvelle démocratie. Force est de relever ici un manque de clarté, et sans doute une ambiguïté délibérée, au sujet du rôle de ces organisations de masse : sont-elles conçues comme des « fronts » légaux pour les opérations clandestines du parti dans lesquels les positions clés devraient être maintenues sous un étroit contrôle, ou bien sont-elles effectivement (ainsi qu'il est déclaré maintenant) des organisations parallèles à travers lesquelles le parti vise à étendre son influence sans chercher à y exercer un contrôle ?

Ces évolutions idéologiques et organisationnelles constituent malgré tout une rupture significative avec le passé. Elles interviennent dans le contexte d'une riche histoire au cours de laquelle les deux partis ont lutté, armés — aux plans politique et conceptuel — d'un nationalisme étroit et d'un réductionnisme de classe grâce auxquels ils devaient concurrencer les revendications populistes — et souvent démagogiques — du panarabisme des nassériens et des différents courants du Ba'th.

Depuis sa naissance dans les années vingt, le socialisme palestinien a été préoccupé par la double question de la politique de la classe ouvrière et du nationalisme. Le premier thème devint problématique après la dispersion du peuple palestinien à la suite de la guerre de 1948 (et la résorption des restes du PCP à l'intérieur du parti communiste israélien judéo-arabe, le Rakah). Le nationalisme palestinien, lui, se confondit avec l'antisionisme et la recherche d'une solution territoriale du conflit arabo-israélien.

Ces deux questions — la politique de classe et le nationalisme — devaient être redéfinies de façon radicale à la suite de l'occupation israélienne, en 1967, des deux parties restantes de la Palestine arabe, la Cisjordanie et Gaza. Contre la menace sioniste, la politique de formation de classe devint, de façon très profonde, un moyen de définir l'identité du peuple palestinien dans son existence en tant que nation. Alors que la gauche palestinienne renforçait ses liens avec le mouve-

6. A l'opposé des partis d'opposition de gauche, le FPLP et le FDLP (Hawatmeh) (mais non pas l'Alliance démocratique nouvellement constituée) insistent sur leur adhésion au marxisme-léninisme et dénigrent les réformistes (c'est-à-dire le PPP et la fraction Abed Rabbo) pour leur trahison du socialisme (cf. les numéros d'*al-Hurriyya* et *al-Hadaf* de 1991 et 1992).

ment national (pan)arabe dans les années cinquante et soixante, et que beaucoup de ses cadres rejoignaient de fait les rangs du mouvement nassérien et du parti socialiste Ba'th, cette même gauche, dont les communistes, opéra un tournant dans les années soixante-dix et commença à s'affirmer comme un mouvement palestinien « séparatiste » ayant pour tâche principale de construire un réseau embryonnaire d'institutions nationales sous l'occupation israélienne. Des trois principales formations qui se définissaient comme socialistes (nous écartons de l'analyse le parti communiste israélien), le Front populaire maintint dans ses programmes la perspective la plus nationaliste et panarabe, au prix même de négliger la politique syndicale au cours des cruciales années soixante-dix. Ce fut aussi le parti qui poussa le Front du refus à rompre avec l'OLP après que ce dernier eut adopté son programme de transition au cours de la réunion du Conseil national palestinien (CNP) en 1974. Les deux autres organisations (le PCP et le FDLP) rivalisèrent dans la tentative de contrôle de la politique de la classe ouvrière au point de faire de leur idéologie prolétarienne un culte fétichiste. Il n'est donc pas étonnant que le FDLP et le PCP aient entretenu de longue date des contacts avec la gauche israélienne et qu'ils aient joué un rôle décisif dans l'adoption du programme des deux États à la 19^e conférence du CNP à Alger, en novembre 1988.

Rouges contre Rouges, paysans contre ouvriers : lumpenprolétariat ou prolétariat ?

L'un des premiers débats qui divisa la gauche palestinienne sur la stratégie à adopter à l'égard du régime colonial israélien fut l'interprétation des changements intervenus dans la société palestinienne, en particulier de ceux qui résultèrent de la dépendance de celle-ci à l'égard de l'économie israélienne. Au centre de cette controverse, se trouvait le sort de centaines de milliers de journaliers qui se mirent à travailler dans les industries et la construction israéliennes. A la fin de la première décennie de régime israélien, ils s'élevaient à plus de 40 % de la totalité de la main-d'œuvre de Cisjordanie et de Gaza. Une aile de la gauche, les communistes, soutint que dans la mesure où ces travailleurs étaient recrutés dans les rangs de la paysannerie et parmi les résidents des camps de réfugiés, ils tendaient à être « socialement marginaux » et ne possédaient qu'une conscience de classe ouvrière potentielle ⁷. Plus encore, l'entrée de ces travailleurs au sein du mouvement ouvrier, tout en élargissant la dimension absolue et relative de la classe ouvrière, risquait probablement d'affaiblir le mouvement ouvrier traditionnel d'origine urbaine en introduisant des éléments « indisciplinés » dans ses rangs ⁸. Le Bloc de l'union des travailleurs (représentant le Front démocratique) mit en avant une ligne d'analyse exactement opposée : les paysans-ouvriers constituaient la partie la plus opprimée de la classe ouvrière palestinienne dans la mesure où ils étaient soumis à la fois aux bas salaires et à la discrimination ethnique dans les

7. Les détails de ce débat sont discutés par l'ouvrage de Joost Hilterman, *Behind the Intifada, Labor and Women's Movements in the Occupied Territories*, Princeton University Press, 1991, p. 64-101.

8. *Ibid.*, p. 66

lieux de travail. De plus, ils étaient présents dans les secteurs stratégiques de la construction, de l'industrie et des services israéliens. Faire entrer ces ouvriers dans les syndicats devait donc constituer l'une des premières tâches du mouvement ouvrier, non seulement parce qu'ils constituaient un secteur nouveau (et essentiel) de la classe ouvrière, mais parce qu'ils fournissaient au mouvement national palestinien une arme stratégique dans sa lutte contre la bourgeoisie israélienne. Dans cet argument, était implicite l'idée selon laquelle *pareil bloc organisé peut, au moment décisif, paralyser l'économie israélienne* ⁹.

Ce qui était sous-jacent à ce débat sur le caractère de la classe ouvrière palestinienne, c'étaient des positions conceptuelles divergentes au sujet du degré et des conséquences de l'intégration des Palestiniens dans l'économie israélienne. Toutefois, ces positions portaient moins sur la dialectique prolétarienne que sur les moyens tactiques à adopter. Pendant la première décennie de régime israélien, les communistes avaient contrôlé le mouvement syndical. Leur base se trouvait dans la petite industrie, les petits ateliers et les organismes professionnels des centres urbains palestiniens. Le Front démocratique, relativement nouveau venu dans le mouvement syndical, chercha à prendre pied dans les secteurs de la classe ouvrière qui étaient inorganisés et qui se trouvaient de ce fait hors de l'influence du PC. Le débat idéologique était donc, dans une grande mesure, abstrait. Mais ses conséquences étaient réelles et importantes. Il introduisit en fin de compte un nouveau sang dans le mouvement ouvrier et il revigora et diversifia le programme politique de la gauche. Toutefois, les travailleurs palestiniens employés en Israël restèrent généralement à l'écart des syndicats, en partie à cause de leur fragmentation et de leur dispersion, mais aussi, dans une grande mesure, du fait de la répression israélienne contre l'organisation ouvrière en général. Finalement, la polémique entre les marxistes palestiniens fut dépassée dans les années quatre-vingt par le conflit entre les organisations d'obédience nationaliste (c'est-à-dire le Fath) et toutes les tendances de gauche opposées à ce qu'elles considéraient comme une collaboration de classe avec la bourgeoisie palestinienne ¹⁰.

De la politique frontiste à l'intrusion de la société civile

La réalisation la plus réussie de la gauche palestinienne au cours de son histoire moderne réside sans doute dans la formation de mouvements de masse démocratiques et relativement autonomes dans lesquels les femmes et de larges secteurs de la jeunesse s'impliquèrent durant l'Intifada. Paradoxalement, la création de ces mouvements (*mu'asasât jamâhîriyya*) avait ses racines bien plus dans la tradition politique des fronts populaires lancés au début des années quatre-vingt que dans une tentative de forger des modes d'organisation destinés à remplacer le centralisme démocratique.

9. *Ibid.*, p. 66-71.

10. *Ibid.*, p. 84-86.

Huit ans avant l'Intifada, le principal défi auquel était confrontée la gauche résidait dans la diffusion de fonds visant soi-disant à la consolidation d'une forme de croissance économique, et dont les principaux bénéficiaires étaient les classes moyennes, les professions libérales (fonds syndicaux, projets de logements, etc.) et les entrepreneurs palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. Ces fonds suscitaient au plan politique un style népotique de patronage. La distribution d'avantages sous forme de positions, de bourses et d'investissements était adaptée au style et à la structure du Fath, le parti centriste le plus grand et idéologiquement le plus flou. De multiples façons, l'approche du Fath concordait avec la mentalité pragmatique, traditionnelle et boutiquière des masses urbaines palestiniennes (en arabe, cela devint connu comme politique de *dukkân*, de boutique).

L'une des premières arènes dans lesquelles l'impact de la nouvelle politique fut ressentie par la gauche fut le mouvement syndical, soit la citadelle contrôlée jusque-là par la gauche. Le Fath réussit à briser le monopole du PC et du FDLP sur le mouvement ouvrier de Naplouse, puis dans le reste de la Cisjordanie et de Gaza, en parrainant une série d'organisations de travailleurs constituées selon les métiers, les commerces et les secteurs professionnels. Au milieu des années quatre-vingt, les associations soutenues par le Fath au sein du mouvement ouvrier prétendaient regrouper la majorité de l'ensemble des groupes de travailleurs organisés, et aujourd'hui, en 1992, les unités qui y sont affiliées constituent environ 70 % de la direction de la Fédération palestinienne des syndicats. Bien que la gauche répliquât que beaucoup de ces syndicats sont des organisations fantômes et qu'ils ont délaissé la politique de classe au profit de négociations de coulisse avec la direction des entreprises, elle fut néanmoins forcée de s'engager dans une politique de parrainage identique afin de maintenir son influence quantitative dans le mouvement ouvrier.

La perte de son monopole sur la représentation du mouvement ouvrier força la gauche palestinienne à rechercher une base populaire de remplacement dans les associations civiques volontaires qui devinrent connues dans les années quatre-vingt comme organisations de masse. La politique frontiste était un terrain déjà familier pour la gauche habituée à travailler dans des conditions de clandestinité, à la fois sous le régime israélien et dans les différents pays arabes comportant des communautés importantes de réfugiés. Le style et la rhétorique de ces mouvements avaient été élaborés au sein du mouvement étudiant et, plus tard, au sein des mouvements de travail volontaire dans lesquels des milliers d'étudiants furent mobilisés au cours des années soixante-dix dans le but d'aider les paysans dont les terres avaient périclité du fait de l'exode des ouvriers agricoles saisonniers vers les marchés de travail israéliens. Le FPLP, le FDLP et le PC furent tous actifs dans ces camps de travail mais le PC avait remporté un plus grand succès en les transformant en un mouvement institutionnalisé fondé sur une idéologie cohérente (« faire revivre la terre »). Toutefois, ce « narodnisme » palestinien ne fut pas de longue durée dans la mesure où la perspective économique qui le soutenait était

irréaliste (des paysans ne pouvaient pas dépendre d'une intelligentsia urbaine hautement idéaliste pour récupérer leurs terres perdues) et que l'apport de travail étudiant dans l'agriculture était transitoire du fait de sa nature même. Le « mouvement volontaire » devint finalement obligatoire quand trois universités palestiniennes l'institutionnalisèrent en en faisant une partie de leur programme de travail collectif, et il se transformera en une corvée dans la vie estudiantine.

Mais ces premiers essais expérimentaux d'organisation de masse atteignirent leur apogée avec le déclenchement de l'Intifada. Quelques semaines après que les résidents des camps de réfugiés eurent occupé la rue au cours des grandes manifestations de décembre 1987, la gauche mit tout son poids derrière le soulèvement en organisant des comités locaux destinés à appuyer les mouvements de confrontation avec les forces armées israéliennes. Ce furent là les précurseurs des Comités populaires (interdits par le ministre de la Défense d'alors, Yitzhak Rabin, en mars 1988), au sein desquels les organisations de masse nées au début des années quatre-vingt (dans les secteurs de la santé, de l'agriculture, et sous la forme d'associations politiques féminines et de groupes de travail volontaire) jouèrent un rôle central. Les organisations de masse devinrent la colonne vertébrale de l'Intifada durant les mois cruciaux où elle mobilisa de façon croissante la population (janvier 1988-février 1989) à la fois en lui assurant un cadre organisationnel et, de façon plus significative, en lui fournissant un programme et une direction. Cela se fit sentir particulièrement dans les stratégies économiques de la Direction unifiée (grèves économiques, boycott des marchandises israéliennes et création d'« unités de production alternatives ») et dans le vocabulaire utilisé pour articuler les objectifs de l'Intifada. Le rôle de la gauche dans ces formulations fut variable ; il dépendait des initiatives de celle-ci et de son poids dans les centres urbains régionaux (important et visible à Ramallah, Jérusalem, Bethléem, Bayt Sahour, Gaza, il était faible à Naplouse, Jénine, Toulkarm et Hébron). Mais sa présence dans l'ensemble fut décisive, ce qui se manifesta dans la composition partisane de la Direction unifiée elle-même, dans laquelle une représentation égale fut accordée aux membres du Front populaire, du Front démocratique, du Parti communiste (aujourd'hui Parti du peuple) aussi bien qu'à ceux du Fath ¹¹.

La perte de consensus à gauche

Mais l'unité de la gauche fut de courte durée. Sa capacité à élaborer un consensus sur les objectifs de l'Intifada et à doter le soulèvement d'un enracinement par la formation de comités populaires fut mise en échec par les attitudes divergentes à l'égard de l'aboutissement de l'initiative de paix pelestinienne (novembre 1988) et de la participation avec les Israéliens aux négociations de Madrid (octobre

11. La représentation égale était dictée pour une part par le désir de la Direction unifiée d'impliquer l'ensemble des principales fractions dans la coordination des grèves (tout en excluant Hamas et le mouvement du Jihad islamique), et pour une autre part par la recherche d'un consensus sur les principales décisions politiques qui affectaient la direction de l'Intifada.

1991). Le Parti communiste et le Front démocratique-fraction Abed Rabbo se joignirent au Fath dans l'approbation de l'initiative de paix (qui impliquait de voter l'acceptation de la résolution 242 du Conseil de sécurité et la reconnaissance de l'État juif incluse dans la résolution 181 des Nations unies) et la participation aux négociations de Madrid, de Moscou et de Washington. Le Comité exécutif de l'OLP désigna à la tête de la délégation palestinienne un ancien de la gauche palestinienne, Haydar Abd al-Shafi, sans doute en manière de geste symbolique à l'égard de cette gauche. Après quelques hésitations, le Front populaire se mit à la tête des forces opposées à la conférence de paix et rejoignit plus tard les Frères musulmans et le Jihad islamique dans une alliance « tactique » visant à rompre les négociations qu'il considérait comme une trahison du mandat du CNP. Le Front démocratique (Hawatmeh) qui, à l'égal du FPLP, avait voté le programme de paix, adopta plus tard une position d'incrédulité. Il était par principe pour des négociations et pour la solution des deux États, mais il considérait que les conditions de la participation des Palestiniens à la conférence de Madrid étaient défavorables (cette position était dictée autant par la rivalité interne avec la fraction Abed Rabbo du parti, après que les deux groupes se furent officiellement séparés en 1991, que par des positions de principe).

Une scission eut lieu également chez les communistes. La Coalition démocratique annonça sa création en janvier 1992 ; elle était composée des groupes syndicaux de Bethléem et des branches du parti à Gaza et dans les régions du centre qui étaient mécontents de la formation du PPP. Mais la naissance de la coalition fut perturbée par l'apparition de deux tendances antagonistes, l'une centrée autour du groupe syndical opposé au PPP parce qu'il avait abandonné le socialisme et le léninisme, l'autre, un groupe intellectuel organisé autour de la revue mensuelle *al-Kâtib*, qui paraissait reprocher au nouveau parti de ne pas aller suffisamment loin dans la réforme interne. On ne voit pas comment un parti pourrait créer un « socialisme alternatif » avec autant de fractions rivales, chose qui transparaît dans la déclaration diffusée par l'Opposition démocratique annonçant sa formation ¹².

Mais l'impasse actuelle de la gauche palestinienne est nettement politique, et non pas idéologique. Le malaise idéologique du socialisme arabe est un dilemme partagé par les partis socialistes dans le monde et encore plus par les partis du tiers monde qui ont élevé l'adhésion à la politique de l'Union soviétique au rang d'une doctrine sacro-sainte. L'un des intellectuels les plus en vue du PPP soulignait récemment de façon naïve qu'« *un socialisme alternatif pour la gauche palestinienne devait être élaboré au cours d'un long processus d'autocritique, mais également en enracinant notre nouveau programme dans les conditions et les besoins des réalités de l'après-guerre [du Golfe]. Il serait bête, ajoutait-il, de sauter dans*

12. 5 janvier 1992.

une nouvelle perspective politique sans examiner son efficacité et sa conformité aux conditions palestiniennes ¹³. »

Mais le nouveau pragmatisme est aussi au cœur de la crise actuelle que subit la gauche. Ce qui unifiait les forces de gauche avec le mouvement national durant les deux premières années de l'Intifada était la perception commune des objectifs du soulèvement : la lutte pour l'indépendance par le moyen d'une mobilisation de masse fondée sur un programme minimal (dénouer les liens avec Israël, assurer la transition vers la souveraineté). Une fois ce programme minimal incorporé au calendrier des négociations de paix avec l'ennemi, il apparut clairement que l'une des tendances de la gauche (les communistes et le Front démocratique-fraction Abed Rabbo) avait plus en commun avec le Fath et les centristes que ce qui les liait à leurs partenaires idéologiques du FPLP et de la tendance Hawatmeh. La lecture divergente que chacune des deux tendances de gauche faisait du « nouvel ordre mondial » après l'effondrement de l'URSS et les réalités de l'après-guerre du Golfe les plaça dans des positions antagonistes.

L'héritage culturel du socialisme palestinien

La tendance dominante au sein de la gauche palestinienne réformée est une *glasnost* éclectique envers tous les anciens tabous : la démocratie sociale, le libéralisme, le trotskisme et la religion. L'un des principaux attributs du nouveau Parti du peuple palestinien est son « ouverture à la religion et à l'adhésion religieuse » et la recherche en Islam de traits progressistes qui seraient adaptés à la modernité. A première vue, cela semble un abandon de la tradition laïque qui avait marqué à la fois le nationalisme palestinien et le socialisme depuis les années trente. La réconciliation avec la religion, faite à contrecœur, rappelle les précédentes tentatives des nassériens et des marxistes égyptiens qui recherchaient les racines du socialisme arabe dans les enseignements d'Abu Dharr al-Ghafari et dans la *sunna* du prophète Mahomet. Michel Aflaq poursuivit plus avant cette tentative en faisant reposer les bases du socialisme moderne arabe sur sa composante islamique. Mais la victoire des forces islamiques en Iran et la montée du fondamentalisme dans les camps de réfugiés avant et pendant l'Intifada obligèrent les forces laïques à reconsidérer leurs prémisses idéologiques dans un certain nombre de questions pouvant affecter leur image dans la population.

Pendant ce temps, le mouvement islamique, confiné jusque-là aux cercles d'études des groupes religieux, menait l'offensive en introduisant une nouvelle rhétorique au sein du mouvement de masse. La première bataille décisive dans le champ culturel eut lieu sur la question du comportement des femmes et du code vestimentaire qui leur était applicable. Elle débuta dans le district de Gaza pour se poursuivre ensuite dans toute la Cisjordanie. Sur cette question importante, la gauche (et tous les nationalistes en général) reculèrent face à ce qu'ils pensaient

13. Interview de M. Barghouti, Ramallah, 20 février 1992.

être une adhésion populaire au conservatisme émergent. Quand les forces laïques se décidèrent, au milieu des années quatre-vingt, à réagir finalement aux agressions croissantes contre des femmes isolées — et en particulier des militantes bien connues — qui refusaient de porter le voile, la bataille fut perdue dans les rues de Gaza ¹⁴. La leçon semble malgré tout avoir été retenue et la propagation des conduites autoritaires à l'égard des femmes fut stoppée (et quelquefois inversée) dans les régions plus laïques de la Cisjordanie. Mais dans d'autres sphères de la vie quotidienne, les anciens succès se sont estompés : baisse significative de l'âge des femmes mariées, attaques incessantes contre la mixité de l'école, appels à la ségrégation des sexes, montée de « l'enseignement moral » dans la presse et les médias...

A la base de cette démission visible de la gauche (arabe autant que palestinienne), il y a une vieille tradition de divorce entre la sphère du politique et celle du culturel et du social dans le programme des partis socialistes. Par exemple, les trois principales tendances socialistes palestiniennes refusèrent pendant longtemps de soulever la question du code du statut personnel dans la législation sociale (le code en vigueur ne reconnaît pas le mariage civil), aussi bien dans leur programme de parti que dans les organisations de masse ; et ceci, par peur de s'aliéner les sentiments religieux de la population. Au même moment, les formes les plus extrêmes de la rhétorique nationaliste et militariste étaient tolérées, et quelquefois encouragées, en raison de leur impact présumé sur les sentiments populaires. Les causes sociales de cette myopie doivent être recherchées, selon moi, dans deux traits particuliers de la société palestinienne : l'absence de centres urbains cosmopolites et le déclin en volume et en poids des classes moyennes urbaines, à la suite de la guerre et des migrations de masse. La prédominance d'une culture de petite ville ruralisée offre aujourd'hui un terrain fertile à la montée du conservatisme social et religieux (ceci devrait être comparé avec des évolutions similaires au Liban et en Algérie ; dans ces deux pays, la migration importante d'une population venue de l'intérieur rural et recherchant travail et mobilité dans les zones métropolitaines a affaibli le milieu laïque urbain de Beyrouth, de Tripoli, d'Alger et d'Oran). Le déplacement en nombre de l'intelligentsia professionnelle palestinienne vers les pays du Golfe et, plus tard, vers la Jordanie et les deux Amériques a privé la culture politique locale d'un composant versatile, libéral et pluraliste qui aurait pu s'opposer à l'« idéologie de petite ville » imprégnant aujourd'hui la base sociale de l'intelligentsia de gauche. Le résultat en est une peur paralysante qui empêche le socialisme palestinien (et arabe) de s'attaquer directement aux problèmes culturels qui pourraient « déplaire aux masses », les éloigner de la gauche, affecter leur recrutement potentiel en son sein...

Il est tout à fait désolant qu'alors que la gauche palestinienne a été à même de rompre avec un héritage d'idéologie nationaliste effrénée, vieux de plusieurs décen-

14. Pour une discussion de cette question, voir Rima Hammami, dans *MERIP*, n° 164-165, août 1990, p. 24-28.

nies, et d'adopter une position de rupture sur la question nationale (le programme de paix et la solution des deux États), elle a été incapable de défier les forces de réaction sur la question des libertés sociales (y compris sur celle du statut de la femme) et des libertés individuelles. C'est là une ironie du destin que peu de personnes auraient pu prévoir il y a seulement une dizaine d'années.

Le facteur ultime qui poussera sans doute la gauche à commencer à affronter sérieusement ces questions sociales est la défaite qu'elle a subie en 1991 et 1992 de la part des forces fondamentalistes dans plusieurs élections de municipalités et de chambres de commerce (dont celles, en février 1992, de Ramallah, bastion de la gauche et du laïcisme), et les victoires remportées par ces forces dans les syndicats de médecins et d'ingénieurs. Ainsi, des secteurs cruciaux de la société civile sont-ils envahis irrésistiblement par des idées et des acteurs dont l'inclination consiste à reproduire une société à l'image d'une pureté perdue. Face à pareille situation, les pertes politiques de la gauche (et du nationalisme laïque) ne peuvent être isolées, comme par le passé, des plans social et culturel, et une nouvelle stratégie visant à susciter les instincts laïques des masses est devenue nécessaire. Mais en vue de gagner cette difficile bataille, la gauche doit d'abord réexaminer son héritage brisé, y compris son attitude erronée envers la notion réifiée de « masses », conçues comme une entité homogène éternellement conservatrice et intrinsèquement religieuse, *ou* intrinsèquement révolutionnaire.

Des stratégies récentes adoptées par la gauche dans les territoires occupés semblent indiquer que certaines leçons ont été comprises. Parmi ces stratégies : des coalitions avec les forces nationalistes pour endiguer l'avancée islamiste (coalitions réalisées à l'université de Naplouse lors d'élections de conseils d'enseignants et d'étudiants, ainsi que lors d'élections encore plus significatives, celles du syndicat des ingénieurs, sans doute la plus importante union professionnelle de Palestine). En même temps que la gauche lutte pour obtenir sa place dans l'autogouvernement palestinien, elle vise trois objectifs majeurs : 1) institutionnaliser des pratiques d'opposition démocratique à un éventuel autoritarisme de la part des organes du futur État ; 2) élargir les libertés constitutionnelles qui seront adoptées par l'assemblée législative à venir, y compris l'adoption progressive d'un Code de statut personnel (*Qânûm al-Al-Ahwâl al-Shakhsiyya*), seulement réclamé jusqu'ici par deux groupes de femmes ; et, 3) redéfinir l'espace culturel à l'intérieur de la vie publique, notamment par l'inébranlable soutien à des programmes laïques et concrets dans les domaines de la réforme de l'enseignement et de la liberté de la presse et par la promotion de forums créatifs de culture populaire.

Salim TAMARI
Sociologue, université de Bir-Zeit